

M. Joseph-Philippe Guay (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): 1.

	Année financière	
	1971-1972	1972-1973
(En milliers de dollars)		
a) A l'étranger	224	232
b) Au Canada	547,451	545,342
c) Administration centrale d'Ottawa	196,759	196,160
Terre-Neuve	20,609	22,695
Île-du-Prince-Édouard	4,162	4,257
Nouvelle-Écosse	22,511	25,996
Nouveau-Brunswick	19,117	19,801
Québec	130,808	111,817
Ontario	71,062	75,643
Manitoba	12,067	14,803
Saskatchewan	4,346	3,067
Alberta	17,432	20,872
Colombie-Britannique	37,147	36,445
Yukon	1,890	1,598
Territoires du Nord-Ouest	9,541	12,908

2. a) 16,267; b) (i) Néant; (ii) 3,387; c) Terre-Neuve, 1,287; Île-du-Prince-Édouard, 172; Nouvelle-Écosse, 1,423; Nouveau-Brunswick, 1,009; Québec, 3,018; Ontario, 5,030; Manitoba, 770; Saskatchewan, 201; Alberta, 1,007; Colombie-Britannique, 1,929; Yukon, 82; Territoires du Nord-Ouest, 325.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LES CAS DE CACF/AACF

Question n° 147—**M. Marshall**:

1. Combien de cas de CACF/AACF les autorités du district de chacune des provinces ont-elles étudiés et combien d'argent chacune des provinces a-t-elle déboursé?

2. Combien d'employés les divers bureaux de district administrant les CACF/AACF comptent-ils dans chacune des provinces?

3. Quelles normes sont employées pour recruter du personnel dans ces divers bureaux de district?

(Le document est déposé.)

LES PROJETS FÉDÉRAUX À FORTE PROPORTION DE MAIN-D'ŒUVRE (FLIP)

Question n° 218—**M. Forrestall**:

1. Depuis la mise en œuvre des projets fédéraux à forte proportion de main-d'œuvre (FLIP), pour chacune année d'exploitation, y compris l'année financière 1973-1974, quelle a été la répartition des fonds a) par ministère fédéral participant, b) par province, c) par projet financé, d) par année?

2. Au sein de chaque ministère et pour chaque projet combien d'emplois ont été créés ou maintenus par ce Programme?

3. Quels sont les critères généraux d'acceptation des projets, ceux-ci différent-ils d'un ministère à l'autre et, dans l'affirmative, à quels égards?

4. Quelle a été la date limite de présentation des projets et au cours de chaque année, quels ont été les dates de début et de fin du Programme?

(Le document est déposé.)

LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS—LES FRAIS DE PUBLICITÉ

Question n° 264—**M. Nystrom**:

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 (à ce jour) quelles sommes le ministère des Transports a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

Questions orales

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense?

(Le document est déposé.)

LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—LES DÉPENSES DE RECHERCHES

Question n° 270—**M. Nystrom**:

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 (à ce jour) quelle somme totale la Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis?

(Le document est déposé.)

AIR CANADA—LES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENTS

Question n° 342—**M. Clark (Rocky Mountain)**:

1. Avec quelles sociétés le gouvernement du Canada a-t-il signé des contrats pour le ravitaillement a) des vols d'air Canada, b) des aéroports du ministère des Transports?

2. a) Quelle est la durée de chaque contrat, b) à quelle date chaque contrat se termine-t-il, c) quels contrats sont (i) mis en adjudication (ii) accordés d'une autre façon, d) dans chaque cas où il n'y a pas de mise en adjudication, de quelle façon accorde-t-on le contrat?

(Le document est déposé.)

M. l'Orateur: Passons aux questions orales. La parole est au chef de l'opposition.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, il me semble que les députés de l'autre côté de la Chambre pourraient applaudir aussi, puisqu'ils s'inquiètent si souvent de ce que je cesse d'être chef de l'opposition.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS À L'ÉLEVAGE BOVIN—DEMANDE D'EXPLICATIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture; l'annonce qu'il a faite au sujet de subventions à l'égard de certaines qualités de bœuf semble avoir semé encore plus de confusion que ne le font d'habitude les annonces du gouvernement. Je lui demande si la subvention sera incluse dans le prix que verse le transformateur pour la viande ou si elle y sera ajoutée.